La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

27ème année - N°5234 - Mercredi 28 Octobre 2026 - Prix : 200 Fc

PICA FESTIVAL 2026 :

La médina de Moroni transformée en galerie



CARBURANT :

Pourquoi les files d'attente s'allongent dans les stations-service ?

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

18 Djamadul - Awal 1448
Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Octobre 2026

Lever du soleil:
05h 37mn
Coucher du soleil:
18h 07mn

Fadjr :	**04h 23mn**
Dhouhr :	**11h 56mn**
Ansr :	**15h 20mn**
Maghrib:	**18h 10mn**
Incha:	**19h 22mn**



JOURNÉE DES NATIONS UNIES À CHEZANI :

A la découverte des projets du PNUD

À l'occasion de la Journée des Nations Unies, célébrée samedi 24 octobre à Chezani, dans la région de Mboinkou, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a présenté cinq de ses projets aux populations. De l'accès à l'eau potable à la gestion des déchets dangereux, en passant par l'agriculture et la prévention des catastrophes, les exposants ont expliqué leurs interventions et échangé directement avec les visiteurs.



Le « Village One UN », installé à Chezani, a accueilli samedi dernier une importante mobilisation communautaire. Femmes, hommes et jeunes ont parcouru les stands aménagés pour découvrir les interventions des différentes agences des Nations Unies aux Comores. Parmi les exposants, le PNUD était représenté par les projets ISLANDS, TIAEWS, ER2C, BGI et Chaînes de valeur agricoles (CVA). Loin des réunions institutionnelles, cette rencontre a permis aux responsables des projets d'expliquer leurs activités dans un langage accessible, tout en recueillant les préoccupations des habitants. Au stand du projet ER2C, consacré à l'approvisionnement en eau potable et à la résilience climatique, les visiteurs ont découvert les infrastructures réalisées pour améliorer l'accès à cette ressource essentielle. À Mboinkou, un système d'adduction d'eau alimenté par des forages, destiné à desservir huit localités, devrait prochainement être inauguré. Cette réalisation a été évoquée lors de la cérémonie officielle par des représentants communautaires. Abdou Soimad, chargé du suivi-évaluation du projet ER2C, a présenté les objectifs des interventions et les changements attendus pour les familles. Les échanges ont notamment porté sur le fonctionnement des infrastructures et l'amélioration de l'approvisionnement en eau.

Le projet ISLANDS a sensibilisé les visiteurs aux risques liés aux déchets dangereux, parfois présents dans l'environnement quotidien sans que leurs conséquences soient suffisamment connues. Mariama Chabani, experte en gestion des déchets, a expliqué les dangers de certaines substances pour la santé et l'environnement. Les discussions ont également porté sur les précautions nécessaires pour limiter la pollution et améliorer les pratiques de gestion des déchets. De son côté, le projet TIAEWS a présenté les dispositifs d'alerte précoce face aux cyclones, inondations et autres phénomènes naturels. Chehane Said Abdallah, coordonnateur du projet, a insisté sur l'importance de transmettre des informations compréhensibles aux communautés. Au-delà des équipements techniques, la prévention nécessite que les populations connaissent les risques et les comportements à adopter lorsqu'une alerte est diffusée. Le projet BGI a présenté les solutions fondées sur la nature pour protéger les écosystèmes et renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

Abdoulwakil Mohamed Nasseur, chargé de communication du projet, a expliqué aux visiteurs les liens entre la préservation de la biodiversité et les moyens de subsistance des populations. Une occasion de rappeler que la protection des ressources naturelles constitue également un enjeu économique et social. L'agriculture a occupé une place importante dans l'exposition grâce à la participation du projet CVA et des Centres ruraux de développement économique (CRDE) de Diboini et de Cembenoi. Les produits agricoles présentés ont permis de mettre en valeur les efforts engagés pour développer la production locale. Said Ali Ipvessi, responsable du suivi-évaluation du projet CVA, a expliqué l'accompagnement apporté aux producteurs, notamment à travers les semences, les intrants, les équipements et les conseils techniques. Said Assoumani, représentant de CRDE Diboini, a pour sa part mis en avant le travail des agriculteurs et les perspectives qu'offre le secteur agricole aux jeunes.

Tout au long de la journée, les visiteurs ont interrogé les exposants sur les activités présentées, les infrastructures en cours de réalisation et les possibilités d'accompagnement des communautés. Les stands ont également reçu la visite du ministre de l'Éducation nationale, représentant son homologue des Affaires étrangères, et de l'ambassadeur de la République populaire de Chine aux Comores. Ces visites ont permis aux équipes techniques de présenter leurs interventions et de valoriser le travail mené avec les partenaires nationaux et les acteurs locaux. Placée sous la bannière « One UN », la célébration a aussi illustré la volonté des agences onusiennes de dépasser leurs identités institutionnelles pour présenter une action commune. Au-delà des expositions, la journée de Chezani aura permis aux populations de mieux connaître les projets et à leurs responsables d'écouter les attentes des communautés. Une expérience de proximité qui rappelle que les interventions de développement prennent tout leur sens lorsqu'elles sont comprises et partagées par leurs bénéficiaires.

Hamdi Abdillahi Rahilie

GÉOPOLITIQUE :

Troisième sommet Russie-Afrique à Moscou

C'est dans le prestigieux bâtiment de Gostiny Dvor situé dans le Moscou huppé que se tient du 3ème sommet Russie-Afrique. Après Sotchi en 2019, les dirigeants africains sont invités par le président Poutine pour parler de l'avenir d'un partenariat historique.

"Le Forum économique et humanitaire Russie-Afrique se tiendra les 28 et 29 octobre 2026 en marge du Troisième sommet Russie-Afrique. Il poursuivra le cap fixé vers un développement intégral des relations russo-africaines et offrira une plateforme de référence pour élaborer des solutions concrètes destinées à consolider le partenariat multidimensionnel entre la Fédération de Russie et les États du continent africain », lit-on sur une publication du site russe dédié à ce sommet. En plus du sommet, la Russie organise donc un Forum économique qui réunit les principaux acteurs liés au développement. Au-delà des enjeux économiques et du renforcement des partenariats entre la Russie et le continent africain, ce sommet intervient dans un contexte marqué par la volonté de Moscou de consolider sa présence diplomatique en Afrique. Pour les Comores, cette rencontre pourrait constituer une nouvelle occasion de dynamiser les relations bilatérales avec Moscou. Alors que les deux pays cherchent à élargir leurs domaines de coopération, notamment sur les plans économique, commercial et diplomatique, ce rendez-vous représente une opportunité de donner un nouvel élan à leur rapprochement. Reste à savoir dans quelle mesure cette dynamique pourra se traduire par des engagements concrets au bénéfice des deux États.

A en croire le site Russe : « Le Forum réunira des représentants des autorités publiques, d'organisations internationales, des milieux d'affaires et financiers, ainsi que des communautés scientifique et experte de Russie et des pays d'Afrique. » La diversité des participants attendus témoigne de l'ambition de ce rendez-vous, qui entend dépasser le cadre des échanges diplomatiques pour favoriser des partenariats concrets. Pour les Comores, cette rencontre pourrait offrir un cadre propice à l'exploration de nouvelles pistes de coopération avec la Russie, notamment dans les domaines du commerce, des investissements, de la formation et du développement. Dans un contexte de rapprochement entre Moroni et Moscou, la participation aux échanges de ce sommet représenterait une occasion de faire connaître les priorités comoriennes et d'identifier des partenaires potentiels. L'enjeu sera désormais de transformer les intentions affichées en projets tangibles, susceptibles de contribuer au développement économique de l'archipel.

Selon des discrétions du palais de Beit-Salam, le chef de l'État fera partie du lot de chefs d'Etat qui vont prendre part à la fois au sommet et au forum. Cette participation du chef de l'État comorien à ces deux rendez-vous pourrait ainsi traduire la volonté de Moroni de donner une nouvelle impulsion à ses relations avec Moscou. Au-delà des échanges diplomatiques, l'enjeu sera de saisir cette opportunité pour explorer de nouvelles perspectives de coopération et attirer des investissements susceptibles de soutenir le développement des Comores.

Imtiyaz



Suite de la page 1

PICA FESTIVAL 2026 :

Des habitations de la médina de Moroni transformée en galerie

Après une première expérience, le Pica Festival signe son retour. Pendant une semaine, du 26 au 31 octobre, la médina de Moroni accueillera ce rendez-vous consacré à la photographie contemporaine. Cette deuxième édition qui a officiellement été lancée lundi 26 octobre dans l'après-midi en présence du maire de Moroni, Omar Mohamed, de notables, d'artistes et de nombreux passionnés de culture mise sur l'occupation des lieux de vie et du patrimoine pour faire dialoguer les œuvres avec les habitants selon les organisateurs.

Le vernissage des expositions a marqué le coup d'envoi d'une semaine d'activités consacrées à la photographie comorienne et à celle de l'océan Indien. Organisé par Seaview Network en partenariat avec des amis photographes et des invités de la région, le festival entend faire de la photographie un outil de valorisation du patrimoine et de dialogue entre les peuples de l'Océan indien. Prenant la parole à l'ouverture, Farouk Djamily, membre de Seaview Network et cofondateur du festival, a rappelé la philosophie du projet. « Le but est de mettre en valeur la photographie, la culture comorienne et celle de l'océan Indien », a-t-il déclaré avant de dévoiler le thème de cette édition consacré aux pratiques culturels aux Comores et dans l'espace indianocéanique. De son côté, Ali Ahmed Mahamoud, directeur du Pica Festival, est revenu sur les motivations qui ont conduit à la création de cet événement.

Pour lui, le festival est né de la volonté de donner davantage de visibilité aux artistes visuels et de rapprocher les œuvres du public en investissant les espaces de vie de la médina. Le responsable n'a toutefois pas caché sa déception face au manque de soutien institutionnel dont bénéficie le secteur culturel. « L'art n'a jamais d'appui, ou très peu », a-t-il regretté devant l'assistance. Évoquant le ministère de la culture, il a dénoncé une absence d'accompagnement depuis la première édition du festival. « Ils sont inexistants, aux abonnés absents depuis la première édition, et c'est dommage quand on parle de l'inscription de la médina au patrimoine mondial de l'UNESCO », a-t-il déclaré. Malgré ces difficultés, Ali Ahmed Mahamoud a tenu à saluer les partenaires qui ont soutenu l'initiative, notamment la mairie de Moroni ainsi que plusieurs associations engagées dans la préservation du patrimoine historique. Il a particulièrement remercié le département de la Réunion, l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien et l'association Moroni Wiratha pour son implication dans la sauvegarde de la médina. « Je les remercie encore pour leur engagement en faveur de la préservation de la médina », a-t-il souligné.

Au nom de la mairie de Moroni, Akim Said Mshangama, conseiller chargé de la culture, a réaffirmé l'engagement de la municipalité à accompagner les initiatives favorisant la culture, l'art et la cohésion sociale. Il a ensuite procédé au lancement officiel de la visite des expositions, précédée d'un défilé de mode. Pour cette édition, sept sites de la médina ont été transformées en galeries d'exposition, certaines de manière éphémère, d'autres avec l'ambition de devenir des espaces culturels permanents. Les visiteurs peuvent y découvrir les œuvres de neuf photographes locaux et de la région océan indien ainsi que les créations de deux réalisateurs de film documentaire invités.

La première journée s'est poursuivie au CASM. À partir de 20 heures, les femmes étaient mises à l'honneur à travers une conférence animée par la réalisatrice de documentaires et photographe malgache Felana Rajaonarivelo. Intitulée « Femmes et l'objectif », la rencontre a exploré l'impact, les représentations et l'évolution de la place des femmes dans les sociétés de l'océan Indien à travers le regard photographique. Jusqu'au 31 octobre, expositions, ateliers, projections cinématographiques et rencontres artistiques donneront vie aux différents espaces de la médina.

Aticki Ahmed Ismael

CARBURANT :

Pourquoi les files d'attente s'allongent dans les stations-service ?

Malgré le communiqué de la Société comorienne des hydrocarbures (SCH), qui se veut rassurant quant à la disponibilité des stocks de produits pétroliers pour couvrir les besoins jusqu'à l'arrivée de la prochaine cargaison, la réalité observée sur le terrain semble tout autre. Ces derniers jours, les stations-service sont prises d'assaut par les usagers, notamment ceux qui cherchent à s'approvisionner en gazole, dont la disponibilité suscite de nombreuses inquiétudes.

"La SCH constate la formation de files d'attente dans certaines stations-service, notamment pour le gazole. Elle tient à rassurer la population que les stocks de produits pétroliers sont suffisants pour couvrir les besoins nationaux jusqu'à l'arrivée de la prochaine cargaison. Elle invite donc les usagers à s'approvisionner selon leurs besoins habituels et à éviter tout stockage de précaution à domicile, la disponibilité des carburants étant assurée. La SCH demeure pleinement mobilisée pour garantir un approvisionnement régulier du pays et remercie la population ainsi que l'ensemble des opérateurs du secteur pour leur sens des responsabilités et leur coopération », indique le communiqué de la SCH. Mais force est de constater qu'il suffit de faire un tour dans la capitale et ses environs pour observer une situation qui semble contredire ce communiqué. Les stations-service sont prises d'assaut par les usagers, avec de longues files d'attente un peu partout.

Dans les places publiques, les discussions tournent autour d'une éventuelle pénurie de carburant, particulièrement de gazole. C'est le cas de Rafioun Mmadi Soighir, alias Delano, chauffeur de taxi sur la ligne Moroni-Hambou. Pour lui, les longues files d'attente témoignent d'un problème d'approvisionnement. « Ça ne demande pas beaucoup de compétences ni d'intelligence pour comprendre qu'il y a un problème de gazole. C'est une équation simple quand il y a un stock suffisant, on ne voit pas de longues files d'attente dans les stations-service. À l'inverse, lorsque le stock est épuisé ou insuffisant, les files se forment. Le communiqué de la SCH est donc incohérent par rapport à ce que nous observons sur le terrain. Moi, j'utilise du gazole et j'ai parcouru plusieurs stations-service, il y a des files d'attente et nous attendons l'arrivée des camions citernes de la SCH », déclare-t-il.

Un pompiste rencontré dans une station-service apporte un autre éclairage sur la situation. Selon lui, les quantités de carburant livrées ne seraient plus les mêmes qu'auparavant. « Je ne vais pas dire que la SCH ne dispose pas d'un stock suffisant de gazole. Mais on ne nous livre plus les mêmes quantités qu'avant », confie-t-il. Certains craignent une éventuelle hausse des prix. Une autre information non confirmée, n'exclut pas l'hypothèse d'une éventuelle hausse des prix des produits pétroliers, dans une conjoncture mondiale marquée par une nouvelle flambée du baril de pétrole causée par la guerre au Moyen orient. S'agirait-il d'une stratégie visant à préparer l'opinion à cette éventualité ?

« Nous discutons au sein du gouvernement de la manière de procéder et de la possibilité d'augmenter les prix des produits pétroliers. Il faut comprendre que, partout dans le monde, les prix des produits pétroliers sont en hausse à cause de la guerre en Iran, qui a provoqué des perturbations. Ainsi, la SCH ne peut pas continuer à importer du carburant à perte. À terme, elle ne pourra plus en importer dans ces conditions. La question est sur la table et nous sommes en train de réfléchir, de manière générale, afin que la population ne soit pas impactée. Bien évidemment, il y aura une concertation avec les toutes les parties », avait déclaré le ministre des finances lors d'un café de presse tenu récemment.

Il faut rappeler que du 9 au 11 mai 2026, le gouvernement avait annoncé une forte hausse des prix à la pompe : 46% pour le gazole, 33% pour l'essence et 28% pour le pétrole lampant. Cette décision avait provoqué une vive contestation dans le pays. Le syndicat des transporteurs, (Usukani wa Masiwa), avait lancé une grève générale, rapidement rejoint par les commerçants et les pêcheurs. Le pays s'était retrouvé paralysé. Des barrages routiers avaient été érigés et des échauffourées avaient opposé manifestants et forces de l'ordre, faisant deux victimes à Anjouan.

Face à cette situation dramatique, le président Azali Assoumani avait officiellement suspendu la hausse des prix des carburants afin de permettre l'ouverture de négociations. Aujourd'hui, que la question d'une éventuelle augmentation des prix reste d'actualité, une question se pose. Comment le gouvernement compte-t-il parvenir cette fois-ci à un compromis acceptable pour toutes les parties, tout en assurant l'approvisionnement du pays ?

Nassuf Ben Amad



Photo d'illustration

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Hamdi Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

LUTTE CONTRE LES CANCERS FÉMININS :

L'AMG apporte son soutien à l'ACCF

Réunies ce lundi au ministère de la santé et de la protection sociale, l'assurance maladie généralisée et l'association comorienne contre le cancer de la femme ont scellé un partenariat solidaire. Un chèque d'un million de francs pour renforcer l'accompagnement médical, psychologique et social des patientes.

C'est un geste à la fois symbolique et concret. Dans les locaux du ministère de la santé à Moroni, l'assurance maladie généralisée (AMG) a remis ce dimanche un chèque d'un million de francs comoriens à l'association comorienne de lutte contre le cancer féminin (ACCF). Au-delà du montant, c'est un signal d'écoute que la société civile attendait depuis huit ans. La cérémonie s'est tenue en présence du ministre Ahamadi Sidi Nahouda, venu saluer les équipes avant un rendez-vous interministériel, de la secrétaire générale du ministère de la santé, Mme Ania Mohamed Issa, de la direction de la lutte contre la maladie (DLM) et des représentantes de l'ACCF, forte de deux cents adhérentes. Dans une atmosphère empreinte d'émotion, la présidente Mme Zahara Abdallah a confié : "Cette fois-ci, on a le sentiment d'être écoutée". Une phrase qui résume l'esprit de la rencontre. L'AMG n'est pas un simple financeur. Portée par l'État comorien et l'Agence française de développement, via les ministères de la santé et des finances, l'initiative vise un système plus équitable. Son objectif étant de subventionner les soins et définir un panier accessible. À savoir que le dépistage des cancers, notamment gynécologiques, y a été intégré malgré l'absence initiale de plateaux techniques.

Il y a plus de deux ans, le public ne comptait aucun mammographe. Aujourd'hui, deux appareils ont été acquis, première étape cruciale pour le diagnostic précoce. L'AMG déploie aussi des campagnes dans le Mitsamiouli, Hamahamet, Mboude et Boinkou, où ses équipes sont déjà implantées. Notamment dans le but d'entre autres, rapprocher le dépistage des femmes et briser le silence. Pour l'ACCF, qui accueille jusqu'à vingt femmes par jour, souvent très vulnérables, ce soutien arrive à point nommé. "On travaille toute l'année, pas seulement en octobre", rappelle sa présidente. Si Octobre Rose offre une visibilité, le combat se mène au quotidien depuis huit ans, dans l'ombre, entre écoute et orientation. L'originalité de l'association tient à son approche humaine. En lien avec les médecins, elle a mis en place la pair-aidance : d'anciennes malades guéries accompagnent les nouvelles, leur parlent du traitement, leur redonnent espoir.



"C'est un traitement très long qui nécessite un soutien non seulement financier, mais aussi social et psychologique. Depuis le début de notre campagne d'octobre rose cette année, nous avons recensé six cas à ce jour dont quatre en cours de prise en charge et deux également en cours de suivi, alors même que la campagne n'est pas encore terminée", insiste la présidente de l'ACCF. Quant au reste des doléances structurelles, l'association plaide pour que le certificat médical suffit à déclencher une évacuation sanitaire, sans justifications interminables dans les bureaux administratifs. Elle réclame surtout une unité de chimiothérapie au futur CHU El-Maarouf pour limiter les évacuations coûteuses et l'errance thérapeutique. "On est avec vous", y a répondu le Ministre de la santé. Un engagement qui, adossé à ce million solidaire, pourrait soutenir un parcours de soins digne, concret et durable pour les patientes comoriennes longtemps restées dans l'ombre.

Hamdi Abdillahi Rahilie

JUSTICE-FOMBONI :

La maison de Ba Moumine démolie

Après plusieurs interrogations sur l'exécution d'un jugement cadial, la maison de feu Moumini Issoufou, (Ba Moumine), située à Salamani, en face du grand marché de Fomboni, a été démolie ce lundi 26 octobre à l'aide d'un trax, en présence d'un huissier de justice et des forces de l'ordre. Mais cette opération, liée à un litige successoral complexe, soulève de nouvelles questions sur l'articulation des décisions judiciaires et le sort de l'acheteur du bien.

Un bras de fer judiciaire autour de la maison du feu Ba Moumine connaît un nouvel épisode. Une démolition intervient à la suite de l'exécution d'un jugement du tribunal cadial rendu en 2024, reconnaissant à Issouffou Moumini, le fils unique du défunt, la propriété de la maison et de deux parcelles situées à Midzouéni (Fomboni). La décision autorisait toutefois au feue Bozy Hélène, également connue sous le nom de Bweni Mamie, à continuer d'occuper les lieux jusqu'à une nouvelle décision de justice. La démolition aurait été sollicitée par la famille Moumine Issoufou. De son vivant, Bozy Hélène contestait ces revendications. Elle affirmait avoir construit la maison avec son époux dans les années 1970 et soutenait que celui-ci lui avait cédé sa part au moyen d'un acte de donation établi en 2000.

Selon les informations rapportées, elle aurait obtenu gain de cause devant le tribunal correctionnel de première instance, puis en appel, concernant cet acte de donation. Ces décisions soulèvent donc une interrogation majeure : comment s'articulent-elles avec le jugement cadial ayant conduit à la démolition de la maison ? L'affaire avait déjà suscité des interrogations sur les difficultés d'exécution du jugement. Le 24 octobre dernier, une famille qui occupait les lieux sous l'autorité du nouvel acheteur de la maison aurait été sommée de partir, sans que cette première tentative aboutisse. La démolition de ce lundi marque ainsi une nouvelle étape dans ce dossier, sans pour autant dissiper toutes les zones d'ombre sur les différentes procédures engagées. Un observateur a, en tout cas, salué le fait que cette décision exécutoire ait été appliquée par un huissier de justice, sans recours à une réquisition du procureur.

Une autre question, et non la moindre, concerne cet acheteur de la maison. Bozy Hélène lui a vendu le bien avant son décès, alors qu'elle contestait les revendications de la famille de défunt époux. Si cette vente est remise en cause, qui devra rembourser l'acquéreur, alors que la vendeuse est décédée et qu'elle n'aurait laissé aucun héritier ? Au-delà de la démolition, cette affaire remet au centre du débat la portée des décisions de justice et la protection des droits des différentes parties. Des éclaircissements sur les procédures engagées, leurs effets respectifs et les conséquences de la vente apparaissent désormais indispensables.

Riwad



Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :
Le Select 773 00 31

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

TAEKWONDO :

Un athlète comorien médaillé à Nairobi

Nasserdine ABDOUL-KARIM, un jeune Comorien qui évolue dans le taekwondo médaillé lors d'un tournoi organisé par la représentation diplomatique de la Corée du Sud à Nairobi au Kenya. En effet le jeune athlète comorien a été désigné meilleur combattant lors de la première édition de la coupe de l'ambassadeur de la Corée du Sud au Kenya.

C'est en tout cas ce que nous avons pu lire dans une publication du Comité Olympique mettant en avant l'exploit de Nasserdine : « Meilleur combattant de la 1ère édition de la Coupe de l'Ambassadeur aux Comores, en 2024. » Et la publication de nous donner des détails sur le déroulement et la performance de l'athlète « Ce samedi 24 octobre 2026, lors de la Coupe de l'Ambassadeur de Corée – édition 2026, à Nairobi, notre champion a encore frappé fort dans la catégorie Poomsae. » Au-delà de cette performance, le parcours de Nasserdine témoigne du potentiel des athlètes comoriens à s'imposer sur la scène internationale. Cette nouvelle distinction constitue une source de fierté pour le mouvement sportif national et met en lumière les efforts consentis par les pratiquants pour porter haut les couleurs du pays. Elle rappelle également l'importance d'un accompagnement technique et financier adapté pour permettre aux talents locaux de progresser.

Pour le taekwondo comorien, ce résultat représente un encouragement à poursuivre le travail de formation et de détection. Reste désormais à transformer ces performances en une dynamique durable, capable de faire émerger une nouvelle génération de champions. Le poomsae pour rappel est une sous-discipline du taekwondo qui consiste à enchaîner des mouvements techniques codifiés, comme les attaques, blocages, déplacements et positions, exécutés avec précision, équilibre, puissance et maîtrise. Cette distinction obtenue à Nairobi n'est pourtant pas la première pour notre champion. En 2023, Nasserdine était revenu des 11e jeux des îles de Madagascar avec la médaille de bronze. Au Kenya, il a aussi participé à l'épreuve de combat mais avec moins d succès.

« Nouveau podium ce weekend au Kenya en Poomsae ! Il a également participé à l'épreuve de combat, mais n'a pas pu franchir le premier tour en raison d'une blessure. » Né à Hombo, ce jeune « poursuit aujourd'hui son parcours d'excellence en Ouganda, où il évolue en club tout en menant brillamment ses études supérieures. » Le COSIC, estime que cette distinction : « En Poomsae prouve que le travail de fond mené par la Fédération comorienne de taekwondo, sous le leadership de son président, le colonel Soilihi Abdallah Rafick, porte ses fruits, même au-delà de nos frontières. » En effet à moins d'une année des jeux des îles aux Comores, le taekwondo s'inscrit plus que jamais comme une discipline prometteuse en terme d'obtention de médailles.

Imtiyaz



BIODIVERSITÉ

Une étape cruciale dans les négociations de la COP 17 à Erevan

Les négociations sur la biodiversité menées à Erevan franchissent une étape décisive alors que les délégués s'efforcent d'opérationnaliser le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité (CMB) ainsi que les Protocoles de Carthagène et de Nagoya. Marqué par la tenue simultanée de multiples groupes de contact et d'initiatives politiques de haut niveau, le sommet oscille entre avancées techniques ciblées et vives tensions sur le financement.

En marge des négociations formelles, la séquence politique a été rythmée par le lancement de l'Appel d'Erevan sur les incitations positives, l'inauguration de la coalition des « Amis de l'objectif 18 » visant la réduction d'au moins 500 milliards de dollars US par an d'incitations néfastes et le Défi financier d'Erevan. Toutefois, ces annonces contrastent fortement avec les blocages persistants relatifs à la mobilisation des ressources, dans un contexte où le déficit annuel de financement de la biodiversité atteint 700 milliards de dollars. La question des informations de séquençage numérique (DSI) concentre l'essentiel des frictions. Le Fonds de Cali, mécanisme multilatéral dédié au partage des avantages, n'a réuni à ce jour que 8 990 dollars US de dépôts. Alors que les pays en développement exigent des contributions financières effectives pour délivrer des certificats de conformité, les pays développés soulignent les incertitudes juridiques et la nécessité d'inciter le secteur privé.



Pour information, les données présentées par Zero Carbon Analytics rappellent l'enjeu : les 15 plus grandes entreprises pharmaceutiques mondiales auraient dû verser 756 millions de dollars en 2025 selon les taux indicatifs, soit une somme marginale au regard de leurs bénéfices. Au sein des groupes de contact, les travaux ont produit des résultats contrastés. Concernant la pollution et la biosécurité, un consensus a été obtenu pour élargir le mandat d'action à « tous les types de pollution » au titre de l'objectif 7 du CMB. Sur le Protocole de Carthagène, après un hommage rendu à la coprésidente disparue Martha Kandawa-Schulz, les Parties se sont accordées sur l'élaboration de directives volontaires pour les poissons vivants modifiés (VM).

Sur les aires protégées et la faune sauvage, un accord est intervenu sur les directives qualitatives relatives aux zones protégées pour atteindre l'objectif 3 (30 % de terres et mers conservées). En revanche, de vifs désaccords subsistent quant aux références explicites à l'approche fondée sur les droits humains, à l'égalité des genres et au rôle des peuples autochtones et communautés locales (PACL). Concernant l'intégration sectorielle et le partage des avantages, la définition des plans nationaux de transition sectoriels, la réforme des subventions néfastes et les modalités du mécanisme multilatéral sous le Protocole de Nagoya restent largement en discussion.

S'agissant de l'évaluation des progrès collectifs, les délégués se sont accordés sur une formule de compromis actant avec inquiétude le risque de ne pas atteindre les objectifs du CMB à l'horizon 2050 sans une accélération rapide des moyens de mise en œuvre. Alors que de nombreux textes fondamentaux demeurent indécis, les observateurs soulignent qu'une impulsion ministérielle sera indispensable pour débloquer les négociations et transformer les intentions en engagements contraignants.

Mmagaza

Les petites Annonces de La Gazette
Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES
La Gazette des Comores
Moroni Badjanani
Tél. : 763 26 20 BP 2216
E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

AC CF
Association Camerounaise contre le Cancer de la Femme

#8

Le traitement ne se résume pas à la chimiothérapie

Selon le type et le stade du cancer du sein,
plusieurs traitements peuvent être proposés,
seuls ou en association :

Chirurgie
pour enlever la tumeur et, si besoin, les ganglions lymphatiques.

Radiothérapie
pour détruire les cellules cancéreuses restantes et réduire le risque de récidive.

Hormonothérapie
pour bloquer l'action des hormones qui peuvent favoriser la croissance de certaines tumeurs.

Chimiothérapie
pour détruire les cellules cancéreuses qui se multiplient rapidement.

Thérapies ciblées
pour agir sur des anomalies spécifiques des cellules cancéreuses.

Immunothérapie
pour aider le système immunitaire à lutter contre le cancer.

Toutes les patientes n'ont pas besoin de chimiothérapie.
Le choix du traitement est personnalisé en fonction du type de cancer et de son stade.